

**MOBILISATION DES INTELLIGENCES POUR LE FASO (MIFa) :**  
**DECLARATION 002 SUR LES GROUPES DE MILICES ET LA**  
**PROFANATION DES HEROS DE L'INSURRECTION POPULAIRE**

Le 12 aout 2022, s'est déroulé le rituel du point de presse périodique du gouvernement. Dans une logorrhée devenue habituelle et au-delà des galimatias servis sans grand enthousiasme, il a été donné aux Burkinabè de constater que ce gouvernement qui communique sur tout et sur rien n'a pas daigné effleurer un tant soit peu l'épineuse question résurgente ces dernières semaines, des réseaux d'intimidations et de perturbations délibérées des cadres d'expression des opinions contraires aux mantras définis par les autorités de l'heure.

S'agit-il d'un mépris émergent des libertés publiques et individuelles, d'une sous-évaluation de la toxicité de tels mouvements qui selon toute évidence, sont loin d'être spontanés et isolés ?

En tout état de cause, l'irruption ou plus précisément la réapparition du phénomène de nervis enrégimentés est symptomatique de la détérioration accélérée de l'éthos républicain.

En effet et de tout temps, les regroupements de rebus sociaux (marginiaux divers, vandales exaltés, fanatiques de la violence, accrocs au bodybuilding dévoyé, repris de justice...) en organisations illégales de maintien ou de perturbation de l'ordre public susceptibles d'évoluer en pré milices, proto milices ou carrément en milices, répondent de la même implacable logique : la décadence du pouvoir central via l'affaïssement précurseur des prérogatives de polices générale et spéciale et un reniement tendanciel des forces régulières de sécurité.

L'histoire des États est, depuis l'antiquité, une source de vérification de cette réalité dialectique entre opinions consacrées et opinions dites d'opposition ; les recettes toujours identiques et éculées de recours aux groupements plus ou moins souterrains de violence engendrent une contre violence toujours fatale à ceux qui se croyaient dépositaires exclusifs de violence.

Au Burkina Faso, au-delà du fait que les Ministres chargés de la cohésion sociale et de la défense du territoire ne laissent apparaître aucun signe de nervosité vis-à-vis d'agissements antisociaux et anti-institutions sécuritaires, il apparaît clairement que la guerre que nous livrent sans concessions les groupes armés terroristes ne génère ni sagesse, ni sentiments d'appartenance à une seule et unique Nation chez des cerbères et surtout chez leurs commanditaires. En effet, il ne sert à rien de s'appesantir sur les nervis eux-mêmes qui ne sont que des micro-organismes d'un micro-biote politique dé-structuré.

C'est pourquoi la Mobilisation des Intelligences pour le Faso (MIFa) ne cessera de marteler cet axiome indispensable au sursaut national : l'urgence absolue d'abandonner l'animalité en politique pour mettre résolument ensemble les intelligences humaines au service de la politique et du devenir de la Nation.

La dénomination de notre Mouvement a fait croire à certains que nous étions un regroupement de narcissiques auto-satisfaits de leur intelligence cognitive. Bien au contraire, la MIFa est un mouvement de réveil patriotique qui appelle tous les Burkinabè à user chacun de ses intelligences propres (qu'elles soient logico mathématiques, inter/intra personnelles, existentielles ou spirituelles...) pour trouver ensemble les solutions aux problèmes que, justement, le manque d'intelligence et de bon sens a créés et continue de créer dans notre pays.

Le Burkina Faso a trop souffert et souffre encore cruellement de la prééminence d'acteurs ayant perçu l'État et la République comme la forêt et la savane du règne animal : les prédateurs dominants imposent leur seule plateforme. La MIFa se convainc que nous ne maîtriserons les périls multiformes qu'à travers une vision incrémentielle (apprentissage par petite dose successive) de nos intelligences individuelles se fondant dans une intelligence collective nationale et patriotique.

La MIFa juge extrêmement préoccupant l'abandon de l'espace public par les pouvoirs publics au profit de petites mafias tarifées. C'est pourquoi elle exige avec force :

- Que la justice s'auto-saisisse de façon systématique des attitudes miliciennes de groupes organisés pour empêcher ou perturber les activités citoyennes des organisations de la société civile et/ou des partis politiques ;
- Que tous les démocrates se mobilisent pour barrer la route à toute forme de fascisation du MPSR dont on voit les prémices de la confiscation progressive des libertés individuelles et collectives ;
- Que toute la lumière soit faite sur le groupe de bandits et énergumènes qui ont perturbé les activités du M30 de madame Yéli Monique KAM le 30 juillet 2022 à la salle du Mémorial Thomas Sankara ;
- Que M. Auguste Mohamed Augustin KOUMSONGO, député à l'Assemblée Législative soit destitué de son « mandat » et traduit devant les tribunaux pour les actes miliciens perpétrés à la tête d'une bande de mafieux qui ont perturbé les activités de lancement du Front patriotique le 4 août 2022 et qui ont tenté d'agresser monsieur Bala SAKANDE.

Par ailleurs, il nous a été donné de constater des actes de profanation d'artéfacts et de la mémoire de la lutte du peuple burkinabè à l'Assemblée Législative de la

Transition (ALT) ; profanations qui ne sauraient être que l'œuvre d'individus refusant d'user de leurs intelligences et pathologiquement aigris par tout ce qui émane du Peuple. Il convient en effet d'éviter que l'épiphénomène d'arrachage d'affiches de portraits de Héros de l'insurrection populaire dans l'enceinte même d'une institution majeure de l'État telle que l'Assemblée Législative de Transition ne fasse tache d'huile. Cette attitude provocatrice nous rappelle les comportements des supporters de l'ex président américain TRUMP dans la prise en otage d'un symbole de leur démocratie à savoir le Capitole. L'attaque de tels symboles (ALT) constitue un précédent dangereux pour la démocratie et pour notre Peuple. C'est pourquoi nous tenons pour responsable les membres du bureau de l'ALT de cet acte de profanation des Héros nationaux. Nous exigeons :

- de l'ALT, la remise sans délai de ces photos à leur place et des excuses publiques à notre Peuple ;
- une enquête judiciaires pour traduire les auteur.e.s de ce vandalisme devant les tribunaux.

Nous prenons enfin à témoin le Peuple burkinabè sur l'impérieuse nécessité d'agir ici et maintenant pour le renforcement des acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 en particulier le respect des libertés collectives et individuelles acquises de haute lutte. C'est pourquoi, nous interpellons publiquement le Lieutenant-Colonel Sandaogo Paul Henri DAMIBA sur sa responsabilité historique dans cette dérive anti-démocratique et violente que connaît notre pays aujourd'hui et sous son règne. Nous invitons par ailleurs toutes les forces sociales (Syndicats, Organisations de droits de l'homme, OSC..) et politiques (Partis et mouvements politiques) à agir pour empêcher le pouvoir MPSR de nous ramener aux années du « Si tu fais, on te fait, et puis il n'y a rien » ou des tontons macoutes de François DUVALIER en Haïti.

Mobilisation et Lutte !

Ouagadougou le 21 aout 2022

Pour la Mobilisation des Intelligences pour le Faso (MIFa),

Le Comité d'Orientation